



Couverture recto verso du 14ème recueil du SeFaFi (communiqués 2015)



Le SeFaFi a tenu une conférence de presse, le 12 février 2016, à l'hôtel Tamboho Ambodivona. Ci-après les avant-propos (en versions française et malgache) du 14ème recueil du SeFaFi (communiqués 2015) dont les pages de couverture extérieure se trouvent ci-dessus.

Recueillis par Jeannot Ramambazafy – 13 février 2016

SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

SeFaFi

Observatoire de la Vie Publique

Lot TR 41 Ampahimanga, Ambohimambola 103

Email : sefafi@gmail.com

La mayonnaise ne prend toujours pas

Après les débuts chaotiques de la IV^o République, les citoyens s'attendaient à ce que le président Rajaonarimampianina prenne les affaires en main, et donne à Madagascar les orientations et les impulsions qui lui font cruellement défaut. Mais les citoyens ont dû déchanter, car 2015 a encore été une année perdue et le pays attend toujours les dirigeants et les projets qui le feront décoller...

A l'instar de la communauté internationale, le régime met à son actif la stabilité politique et la mise en place des institutions. On peut légitimement être sceptique. D'une Assemblée nationale plus sensible à l'épaisseur des mallettes qu'aux arguments de bonne gouvernance, aucune majorité stable ne se dégage. Quant au « pacte de responsabilité » demandé par la Haute Cour Constitutionnelle – interprété par les responsables politiques comme une convention écrite devant servir de loi entre eux -, nul n'en a jamais lu la moindre ligne, y compris ceux qui sont censés l'avoir signé[1].

Il ne suffit pas de mettre formellement en place les institutions prévues par la Constitution, fût-ce avec d'inexcusables retards. Encore faut-il évaluer leur efficacité. A ce jour, le bilan institutionnel de la IV^o République est des plus maigres. Le SeFaFi avait pointé, en février 2015, « les dysfonctionnements de l'État », mais rien n'a été fait pour y remédier. Un renforcement institutionnel s'impose, ainsi que des réformes ciblées de la Constitution, pour que ministères et administration deviennent techniquement fiables et politiquement crédibles. La politique de décentralisation en est la déplorable illustration.

Pour leur part, les élections communales, boycottées par près de la moitié du corps électoral (70% dans la capitale), augurent mal d'une démocratie locale où le Fokontany n'a toujours pas sa vraie place. Elles offrent de plus un socle fragilisé au futur Sénat, dont le corps électoral se voit arbitrairement amputé des électeurs des régions et des provinces[2] ; et avec un tiers de membres nommé par le Président de la République, que lui restera-t-il de légitimité démocratique ? Car au-delà de l'élection ou de la désignation des responsables, la question demeure de savoir si les personnes retenues sont fiables ou si elles jouent double jeu...

Autre prétendu succès, la réconciliation. Après le fiasco d'un FFKM opportuniste et illégitime, dont les prétentions auront coûté des milliards d'Ariary à l'État, des présidents anciens et en exercice continuent de se chamailler publiquement. Les décisions de justice s'appliquent-elles à ces pseudo-réconciliés autant qu'aux autres citoyens, ou leur statut les rend-il définitivement intouchables ?

Ailleurs, les échecs se multiplient, notamment en matière de sécurité. Qu'il s'agisse de la ville ou des campagnes (du Sud au Nord), l'insécurité, les braquages, les vols et les meurtres sont le quotidien du citoyen. Et les bavures se répètent, obstinément niées par les états-majors des corps concernés, en dépit de l'évidence. Lorsqu'un bandit de grand chemin ou un voleur à la tire est livré à la justice et, libéré sur le champ, vient narguer ses victimes ou les menacer de représailles, comment s'étonner que se généralise la justice populaire ?

La même situation se retrouve au sommet de l'État, où les réseaux mafieux qui se livrent aux trafics de bois de rose, d'or, de zébus, de pierres semi-précieuses, d'espèces protégées ou de PPN (Produits de première nécessité) bénéficient d'une totale impunité. Il est symptomatique qu'aucun des trafiquants d'envergure, dont les noms sont connus de tous, n'ait jamais été inquiété, en dépit du fait que le Bianco les ait présentés à la justice[3]. Il en va de même des responsables de détournements au sein de la Jirama et d'Air Madagascar. Pendant ce temps, l'opacité préside aux affaires de l'État, menées sans vision d'ensemble du développement économique du pays.

Les caisses de l'État étant vides, le gouvernement accepte toutes les offres de financement, quand il ne les sollicite pas par des appels d'offre truqués ou inexistantes (notamment sous couvert de partenariat Public/Privé). Cet acquiescement aveugle à tout ce qui est proposé par les bailleurs de fonds témoigne de la perversité constante du jeu politique, qu'il s'agisse de l'exécutif ou du législatif. En matière de politique environnementale, l'absence de toute vision précise, mis à part le réflexe de mendicité auprès de la communauté internationale, montre à quel point Madagascar n'a plus de tête pour le diriger.

Dans ces conditions, le SeFaFi s'en est inquiété à maintes reprises, l'éventualité d'un effondrement total, politique, économique et social, n'est pas à exclure. Perspective d'autant plus inquiétante que la société civile semble n'avoir ni le courage ni l'expertise ni l'indépendance d'esprit pour informer, éclairer ou mettre en garde les dirigeants et les citoyens. Les tentatives de mainmise par l'État sur les médias comme sur les diverses organisations de la société civile (ainsi de la charte de la société civile qui ne relève pas de la compétence de l'État), laissent mal augurer d'une évolution paisible et diversifiée de la société.

Bref, autant les éléments d'un changement positif pourraient être mobilisés, autant le pouvoir s'obstine à ne se complaire qu'en lui-même. Pour prendre une expression triviale qui dit bien les choses, la mayonnaise ne prend pas.

Membres du SeFaFi en 2015

- ANDRIAMANDRANTO Ralison

- RABENARIVO Sahondra

- RAFITOSON Ketakandriana

- RAKOTONIAINA Annie

- RANDRIANITOVINA Parfait

- RAZAFIMANDIMBY Noro

- URFER Sylvain

RAMAHOLIMIHASO Madeleine, *Présidente d'honneur*

[1]. Dans ces communiqués des 2 et 22 juin 2015, le SeFaFi avait proposé un accord entre la Présidence et l'Assemblée nationale qui « réglerait les modalités de leur collaboration d'ici à la fin de la législature, (et) contraindrait l'ensemble des députés à revenir au choix politique que les citoyens ont validé en les élisant, et à faire savoir publiquement s'ils soutiennent le parti présidentiel et le gouvernement ou s'ils se situent dans l'opposition ».

[2]. Loi organique 2015–007 fixant les règles relatives au fonctionnement du Sénat ainsi qu'aux modalités d'élection et de désignation des Sénateurs de Madagascar, art. 127.

[3]. Qu'en est-il de l'affaire Bekasy ?

SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

SeFaFi

Observatoire de la Vie Publique

Lot TR 41 Ampahimanga, Ambohimambola 103

Email : sefafi@gmail.com

MANOTRIKA ATODY LAMOKANY...

Nisavoritaka izay tsy izy ny fiantombohan'ny Repoblika faha IV ka mba nanantena ny vahoaka fa handray an-tanana ny raharaha ny filoha Rajaonarimampianina ary hanome an'i Madagasikara an'ilay sori-dalana sy ilay tosika tena nilainy mafy saingy tsy nananany. Diso fanantenana anefa ny vahoaka satria dia taona iray very indray ny 2015 ary mbola miandry foana izay mpitondra sy tetik'asa hampiainga azy ny firenena...

Tahaka ny fianakaviambe iraisam-pirenena, ny fitondrana koa dia milaza ho nahavita nampisy ny fitoniana ara-politika sy nanangana ny andrim-panjakana. Rariny loatra anefa raha hisalasala ny amin'izany. Ny Antenimieram-pirenena dia ny hatevin'ny kitapom-bola andraviravezana azy no mahaliana azy kokoa noho ny fandrosoan-kevitra hampisy fitondrana tsara tantana ary tsy misy maro an'isa mitombina hita ao. Momba ilay « fifanarahana'andraikitra » nangatahin'ny Fitsarana avo momba ny Lalàmpanorenana – izay noraisin'ny tompon'andraikitra politika ho toy ny fifanarahana an-tsoratra ampiasaina ho lalàna mifehy azy ireo -, tsy mbola nisy nahita na andalany iray amin'izy io aza, eny fa na dia ireo heverina ho nanao sonia[1] azy aza.

Tsy ampy ny manangana fotsiny ara-bakiteny ny andrim-panjakana voalazan'ny Lalàmpanorenana, amin'izay mbola tratra aoriana be amin'ny tsy antony akory ny nananganana azy. Tsy maintsy jerena izay fahombiazany. Hatramin'ny androany dia mahia kaozatra ny zava-bitan'ny andrim-panjakan'ny Repoblika faha IV. Tamin'ny febroary 2015, ny SeFaFi dia nitsikera ny « fiasavoritahan'ny Fanjakana », saingy tsy nisy na inona na inona natao mba hanamboarana an'izany. Mila hatevenina ny andrim-panjakana, mila fanitsiana ny lafiny sasany ao amin'ny Lalàmpanorenana, amin'izay ny minisitera sy ny fitondrana dia mba ho azo itokisana sy ho azo antoka ara-politika. Ny politikan'ny fanapariaham-pahefana dia mahonena

fa mampiharihary izany loatra.

Ny fifidianana kaominaly indray, izay tsy nandraisan'ny efa ho antsasaky ny mpifidy anjara (70% teto an-drenivohitra), dia mampiseho fa ratsy ny fandehan'ny demokrasia eto satria mbola tsy nomena ny toerana sahaza azy foana ny Fokontany. Mainka koa aza izy nanolotra fototra malemitemy ho an'ilay Antenimieran-doholona ho avy satria ny mpifidy lehibe dia nanalana tsotra izao ny mpifidy avy any amin'ny faritra sy ny faritany[2] ; moa koa ny androantokon'ny mpikambana ao dia notendren'ny Filohan'ny Repoblika, ka inona àry sisa no maha demokratika ara-dalàna azy ? Satria ankoatra ny fifidianana na ny fanendrena tompon'andraikitra, dia mipetraka hatrany ny ahiahy hoe azo antoka ve sa sotrobe lava tango ny olona nalaina...

Lazaina koa fahombiazana hitany ny fampihavanana. Rehefa niala maina ny FFKM nefa dia navotan'ny Fanjakana an-tapitrisany maro ny hadedahany dia mbola misy manohy mifanasa vangy imasom-bahoaka foana ny filoha taloha sy ilay eo am-perin'asa. Ny didim-pitsarana ve mba ampiharina amin'ireny lazaina ho nifampihavana ireny tahaka ny atao amin'ny olom-pirenena hafa, sa noho ny satany dia lasa tsy maty manota tanteraka izy ?

Ankoatra izany dia mihombo ny tsy fahombiazana, indrindra ny momba ny fandriampahalemana. Na any ambanivohitra na an-tanàn-dehibe (avy any atsimo ka hatrany avaratra), dia lasa isan'andro vakin'ny vahoaka ny tsy fandriampahalemana, ny barofo, ny halatra, ary ny vonoana olona. Mateti-piavy ny fahadisoana amin'ny famonoana olona ataon'ny mpitandro ny filaminana, nefa mikiry biby ny etamazaoro niavian'izy ireny manambara fa tsy misy an'izany na dia efa miharihary aza ilay izy. Rehefa atolotra ny fitsarana ny jiolahy raindahiny na ny mpanao sinto-mahery dia eo no ho eo ihany dia avotsotra ka lasa manaraby ny olona niharan'ny ratsy nataony na mampitahotra azy hoe hanao valifaty, ka hahagaga ve raha manjaka fehizay ny fitsaram-bahoaka ?

Hita hatrany amin'ny faratampon'ny Fanjakana io toe-javatra io. Ny tambazotran'ny vondron'olon-dratsy mpanondrana andramena, volamena, omby, vatosoa, zavatra voaaro, ny PPN (ny tena filàna andavanandro) dia afaka misonanina tsy manahy na inona na inona. Milaza zavatra ny mbola tsy nisy nanohintohina mihitsy na iray aza tamin'ireo mpanondrana malaza izay efa fanta-bahoaka ny anarany, misy aza ny efa natolotry ny Bianco ny fitsarana[3]. Toy izany koa ireo tompon'andraikitra ny fanodinkodinam-bola tao amin'ny Jirama sy ny Air Madagascar. Mandritra izany rehetra izany dia ny haizim-pito no mitantana ny raharaham-Panjakana izay entina tsy misy fijerena amin'ny ankapobeny ny fampandrosoana ara-toekarena ny firenena.

Foana ny tahirim-bolan'ny fanjakana, eken'ny fitondrana avokoa rehefa mety ho fanekena hamatsy vola, raha tsy izay izy dia mangataka an'izany amin'ny alalan'ny tolo-barotra namboamboarina na tsy misy akory (mody atao hoe fiaraha-miombona antoky ny Fanjakana sy ny Tsimiankina). Io fankatoavana an-jambany izay rehetra atolotry ny mpamatsy vola io dia manaporofa fa tsy misy fitsaharany ny haratsin'ny politika atao, na ny an'ny mpanatanteraka na ny an'ny mpanao lalàna. Momba ny politikan'ny tontolo iainana dia tsy misy tetika hentitra, afa-tsy ilay fahazaran-dratsy mangataka any amin'ny fianakaviambe iraisam-pirenena, mazava amin'izany fa efa tsy manan-doha hibaiko azy intsony i Madagasikara.

Noho izany rehetra izany ny SeFaFi dia matetika indrindra no efa nanahy ny hisian'ny faharavana tanteraka, na ara-politika, na ara-toekarena, na ara-tsosialy, mety hitranga izany. Eritreritra tena mampatahotra, indrindra moa fa ny fiarahamonim-pirenena dia ohatra ny tsy manana na ny herimpo na ny fahaizana manokana, na ny fahalalahan-tsaina hampahafantatra, hanazava na hampitandrina ny mpitondra sy ny vahoaka. Nanandrana nifehy ny fampahalalam-baovao sy ny fikambanana samihafa ao amin'ny fiarahamonim-pirenena ny Fanjakana (toy izany ohatra ny satan'ny fiarahamonim-pirenena izay tsy andraikity ny Fanjakana), araka izany dia sarotra ny hanantena fivoarana milamina sy maro karazana ho an'ny fiarahamonina.

Raha fehezina, azo atao tsara ny manentana ireo olona mitondra fiovana mahomby, tsy izany anefa ny an'ny fitondrana fa aleony mikiry biby tsy ho afa-po raha tsy amin'ny tenany ihany. Mampahatsiahy ilay fiteny mivantambantana mahalaza tsara ny teo-javatra hoe : manotrika atody lamokany.

Ny mpikambana ao amin'ny SeFaFi tamin'ny 2015

- ANDRIAMANDRANTO Ralison

- RABENARIVO Sahondra

- RAFITOSON Ketakandriana

- RAKOTONIAINA Annie

- RANDRIANITOVINA Parfait

- RAZAFIMANDIMBY Noro

- URFER Sylvain

RAMAHOLIMIHASO Madeleine, *Filoham-boninahitra*

[1]. Tamin'ny filazana navoakany tamin'ny 2 sy 22 jiona 2015 ny SeFaFi dia nanolo-kevitra ny hanaovan'ny Prezidansa sy ny Antenimieram-pirenena fifanarahana izay « handamina ny fomba hiarahan'izy ireo miasa mandra-pahatapitry ny fe-potoana hiasana araka ny lalàna, (ary) hanery ny solombavambahoaka rehetra hiverina any amin'ny safidy politika lanin'ny vahoaka fony izy nifidy azy, ary hampahalala ampahibemaso na manohana ny antokon'ny filoha sy ny fitondrana izy na miandany amin'ny mpanohitra ».

[2]. Lalàna fehizoro 2015-007 mamaritra ny lalàna mikasika ny fiasan'ny Antenimieran-doholona sy ny fepetra hifidianana ary hanendrena Loholon'i Madagasikara, and.127.

[3]. Ahoana ny amin'ny raharaha Bekasy?

Call Send SMS Call from mobile Add to Skype You'll need Skype CreditFree via Skype